

RECHERCHE  
& FORMATION

## Recherche et formation

69 | 2012

La formation et le genre

---

# Formation professionnelle, antiféminisme et masculinisme dans l'enseignement secondaire

Fin XIX<sup>e</sup> siècle-premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle

*Vocational training, anti-feminism and masculinism in secondary education*

*Berufliche Ausbildung, Antifeminismus und Maskulismus an der Sekundarstufe*

*Formación profesional, antifeminismo y masculinismo en la enseñanza secundaria*

**Yves Verneuil**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/1667>

DOI : 10.4000/rechercheformation.1667

ISSN : 1968-3936

### Éditeur

ENS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2012

Pagination : 15-30

ISBN : 978-2-84788-374-9

ISSN : 0988-1824

### Référence électronique

Yves Verneuil, « Formation professionnelle, antiféminisme et masculinisme dans l'enseignement secondaire », *Recherche et formation* [En ligne], 69 | 2012, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/1667> ; DOI : 10.4000/rechercheformation.1667

---

# Formation professionnelle, antiféminisme et masculinisme dans l'enseignement secondaire

*Fin XIX<sup>e</sup> siècle-premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle*

> Yves VERNEUIL

Université de Reims, LERP (Laboratoire d'étude et de recherche sur les professionnalisations, JE 2537)

---

**RÉSUMÉ** • L'introduction de femmes dans les petites classes des lycées de garçons, à partir des années 1880, comme la montée des revendications féminines, suite à la formation des organisations corporatives, au début du XX<sup>e</sup> siècle, suscitent des sentiments « masculinistes » et antiféministes parmi les professeurs hommes des lycées. Ces derniers insistent sur la différence de formation, mais se refusent en majorité à envisager l'égalité des formations. Au reste, ces sentiments s'expriment même en cas de formations identiques, ce qui contrevient aux principes méritocratiques affichés par ailleurs.

**MOTS-CLÉS** • histoire de l'éducation, enseignement secondaire, syndicat, enseignant, égalité des sexes

---

Lorsque, en 1802, sont fondés les lycées, la question des relations entre le personnel masculin et le personnel féminin ne se pose pas, puisque les femmes ne sont pas admises. L'arrêté du 29 thermidor an XI (17 août 1803) précise même que « les dispositions qui interdisent à toute personne du sexe l'entrée dans l'intérieur [...] des lycées sont applicables aux femmes, parentes et domestiques femelles des directeurs et chefs d'établissement, proviseurs, censeurs, professeurs et autres employés [...] des lycées [et] des écoles secondaires communales ». Les lycées et les collèges de garçons se veulent des établissements homosexués, qui contribuent à la construction de la masculinité (Sohn, 2009). À partir de 1880, la réciproque est vraie dans les établissements féminins : quand, avec la loi Camille Sée, les Républicains décident d'instituer des lycées et des collèges publics de jeunes filles, ils s'emploient à créer un corps enseignant secondaire féminin public. Personnel masculin des lycées de garçons et personnel féminin des lycées de jeunes filles ne sont pas destinés à se côtoyer. Une évolution survient néanmoins. D'une part, des enseignantes sont introduites, à partir des années 1880, dans les petites classes des lycées de garçons ; d'autre part, la formation d'organisations corporatives,

après la loi de 1901 sur les associations, débouche, en 1905, sur la formation d'une Fédération nationale des professeurs de lycée à laquelle se rallient les femmes professeuses. En son sein, celles-ci prennent davantage conscience de l'infériorité de leur situation. En 1920, les agrégées, sur la base d'une revendication d'égalité, forment une association particulière, sur le modèle de la Société des agrégés (Verneuil, 2007). Cependant, l'irruption des femmes dans les petites classes des lycées de garçons, comme la montée des revendications des femmes professeuses, alarment une partie du corps enseignant masculin, au sein duquel se fait jour l'expression de sentiments masculinistes et antiféministes.

L'antiféminisme s'oppose aux prétentions des féministes, qui refusent l'infériorité dans laquelle la société tient les femmes ; il conserve une vision traditionnelle de la femme et de sa place dans la société. Pour sa part, le masculinisme désigne, dans l'acception courante, un équivalent masculin du féminisme : tout en prétendant ne pas être antiféministes, certains hommes dénoncent les injustices dont les hommes seraient les victimes. Cependant, historiquement, comme l'a noté Juliette Rennes, le terme est apparu dans le discours des féministes des années 1880, pour désigner une posture apparue chez certains hommes réagissant à l'apparition de la situation de mixité professionnelle. Le masculinisme est alors une posture défensive qui met l'accent sur les identités propres (masculinité et féminité) qu'auraient et que devraient conserver les hommes et les femmes : la défense de l'ordre du genre supposerait de conserver la stricte répartition des rôles que les uns et les autres sont naturellement conduits à assumer, ou d'y revenir (Rennes, 2007a, p.98). En fait, on le verra, la seconde acception du masculinisme est indissociable de la première. Aussi masculinisme et antiféminisme sont-ils proches : ce sont deux mouvements défensifs, voire « réactionnaires » (au sens propre), qui visent à maintenir la supériorité des positions masculines, en insistant sur la différence de nature, et donc de capacité, qui existerait entre les hommes et les femmes et en se fondant sur la différence supposée des identités de genre.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les opinions antiféministes ou masculinistes sont répandues dans la société (Bard, 1999 ; Rennes, 2007b). Maugue (1991) a noté, pour le tournant du siècle, l'importance de la littérature antiféministe, symptôme de l'« angoisse masculine », voire d'« identités sexuelles en crise ». Au sein du monde enseignant, ces opinions se heurtent toutefois au principe méritocratique : le souci du maintien de l'ordre du genre entre en contradiction avec l'universalisme abstrait proclamé par les Républicains. Aussi la différence de formation des femmes professeuses est-elle au fondement des discours masculinistes et antiféministes. Cependant, on verra que la revendication par les femmes d'une égalité des formations ne met pas fin à ces discours, et que ceux-ci existent même en cas de formations identiques. C'est pourquoi, en utilisant notamment la ressource des bulletins corporatifs (les motions votées vont au-delà des opinions individuelles), on mesurera le poids de ces conceptions parmi les hommes professeurs, avant de chercher à en comprendre les ressorts.

## **1. Les conséquences de la différence de formation entre les hommes et les femmes professeurs**

### ***1.1 Des conditions d'exercice moins avantageuses pour des formations réputées inférieures***

La création des lycées et collèges de jeunes filles conduit à l'institution d'un corps enseignant secondaire féminin public. Pour former des professeures, sont créés en 1881 l'École normale de jeunes filles de Sèvres, en 1882 le « certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles », en 1883, l'« agrégation pour l'enseignement secondaire des jeunes filles ». Les agrégations féminines sont différentes de celles des hommes. En 1883, elles ne comportent que deux ordres, lettres et sciences ; l'arrêté du 31 juillet 1894 sépare l'histoire-géographie des lettres et les sciences physiques et naturelles des mathématiques, mais les agrégations féminines restent bien moins spécialisées que leurs homologues masculines, qui comprennent neuf ordres. Le certificat continue de ne comporter que deux ordres. À une époque où la spécialisation disciplinaire est souvent considérée comme un gage de compétence professionnelle, la formation pluridisciplinaire des femmes leur vaut une moindre considération. Les agrégations féminines sont réputées inférieures à leurs homologues masculines, alors même que la pluridisciplinarité de ces concours exige un travail éprouvant.

La moindre spécialisation entraîne la polyvalence : ainsi, comme la section littéraire de l'agrégation de lettres comprend une composition sur un sujet d'histoire, la professeure de lettres peut enseigner aussi l'histoire et la géographie. La polyvalence est source d'une plus grande fatigue pour le personnel, dont le service hebdomadaire est en outre plus lourd d'une heure que dans l'enseignement masculin (16 heures contre 15) pour un traitement inférieur. Loin de considérer ces causes du « surmenage féminin », l'administration a au contraire tendance à imputer le plus grand nombre de demandes de congés pour raisons de santé à la faiblesse de la constitution féminine. Dans la femme professeure, l'administration voit toujours une femme.

### ***1.2 Égalité de traitement et égalité de formation : les réticences masculines***

Le poids de ce regard masculin sur les femmes professeures explique la difficulté à accepter les revendications féminines. L'entrée des femmes dans la Fédération nationale des professeurs de lycée, en 1905, manifeste un désir d'égalité des conditions de travail et de rémunération. Mais pour l'administration, l'égalité des traitements serait justifiée seulement si les femmes exerçaient le même travail, c'est-à-dire si les hommes et les femmes étaient interchangeables dans les lycées masculins et féminins. Le 7 mars 1907, dans une réunion de la commission extraparlamentaire sur les traitements, le directeur de l'Enseignement secondaire, Élie Rabier, nie que les femmes puissent remplacer avantageusement les hommes dans l'enseignement secondaire :

« Ceci est juste peut-être dans l'enseignement primaire, mais non dans l'enseignement secondaire. [...] M. Rabier fait le procès du féminisme. Il croit que l'instruction délivrée aux hommes est supérieure ; il n'y a pas une femme qui ait fait des découvertes scientifiques »<sup>1</sup>.

Pour Élie Rabier, une égalité des traitements fondée sur l'identité des dénominations des titres des agrégées et des agrégés serait « injuste ». Il n'envisage pas, pour autant, l'homogénéisation des formations. Le vice-recteur de l'académie de Paris, Louis Liard, s'oppose néanmoins à cette position antiféministe et parvient à faire voter une proposition tendant à l'égalité des traitements, à grade et à fonction égale : il montre que le refus de l'égalité en cas d'identité de grade ruine le principe méritocratique auquel les Républicains se disent attachés. Cette escarmouche témoigne néanmoins de la présence d'opinions antiféministes au sommet de l'administration.

Il reste que la revendication de l'égalité des traitements conduit à poser la question de l'identification des formations. La Société des agrégées se range rapidement à l'idée de demander à la fois l'égalité des traitements et l'identification des formations. Cependant, en 1920, lors du congrès de la Fédération nationale des professeurs de lycée et du personnel de l'enseignement secondaire féminin, qui s'est tenu à Strasbourg, le principe de l'égalité des traitements est voté, mais sans la condition préalable de l'identification des formations. Ce vote suscite la vive opposition de certains professeurs, et notamment celle de Jean Maillan, professeur agrégé d'italien au lycée de Toulon<sup>2</sup>.

Lors du congrès fédéral de 1922, deux motions sont proposées qui tendent à revenir sur le vote obtenu à Strasbourg. La motion de Jean Maillan est la plus radicale : elle demande la suppression de l'appellation d'« agrégation » pour les concours féminins, la fermeture des agrégations masculines aux femmes et le refus de l'unification des enseignements. Il s'agit d'« éviter la destruction du foyer et par suite de la Cité qui le fait vivre »<sup>3</sup>. Cette motion antiféministe privilégie explicitement la répartition traditionnelle des rôles sexués sur l'universalisme abstrait des Républicains. Pierre Chenevier, professeur de mathématiques spéciales à Toulouse, propose au contraire une motion qui essaie de se conformer au principe de l'universalisme abstrait, en exigeant l'unification des concours comme préalable à l'unification des traitements. Ces motions ayant été repoussées, un référendum est demandé<sup>4</sup>. Il confirme les résultats du congrès.

1 *La Solidarité*, n° 43, 1<sup>er</sup> avril 1907, p. 1.

2 « Ordre du jour de l'amicale du lycée de Toulon », *Bulletin officiel de la Fédération nationale des professeurs de lycée et du personnel de l'enseignement secondaire féminin (BOFNPL)*, n° 138, février-mars 1922, p. 423-424.

3 *BOFNPL*, n° 140, mai 1922, p. 656.

4 Fédération nationale des professeurs de lycée et de l'enseignement secondaire féminin, *Référendum sur l'égalité des enseignements masculin et féminin. Notice explicative*, Cahors, impr. Coueslant, 1922, p. 1-4.

**Vote des hommes**

Contre égalité immédiate	1.281	dont motion Toulon	959
		dont motion Chenevier	322
Pour égalité immédiate	507		
Abstentions et nuls	228		

**Vote des femmes**

Contre égalité immédiate	129	dont motion Toulon	71
		dont motion Chenevier	58
Pour égalité immédiate	1.573		
Abstentions et nuls	115		

**Résultats du référendum de 1922<sup>5</sup>**

L'égalité des traitements sans condition est donc majoritaire<sup>6</sup> ; mais la majorité des hommes s'est prononcée contre et la moitié s'est même ralliée à la thèse antiféministe de la motion toulonnaise récusant l'idée de formations identiques. La position reposant sur une conception traditionaliste de la femme est donc plus répandue chez les hommes professeurs que la position rejetant les considérations de sexe au profit du principe méritocratique abstrait.

Cette position antiféministe est étonnante de la part des agrégés, majoritaires chez les hommes professeurs, puisque la Société des agrégés fonde son discours sur le principe méritocratique. Elle doit toutefois être replacée dans le contexte de réaction qui suit la Première Guerre mondiale (Capdevila, 2002). Les cérémonies devant les monuments aux morts contribuent à remettre les femmes à leur place, au second rang (Rauch, 2004). Dans les discours, la nécessité de repeupler la France est sans cesse rappelée, avec son corollaire : la place de la femme serait au foyer.

**1.3 Unification des formations et crainte de l'interchangeabilité des personnels**

La fin de la guerre coïncide donc avec un désir de « retour à la normale », qui se marque par la volonté de certains hommes de recouvrer leur position. Pendant la guerre, le manque de professeurs hommes a conduit à faire appel à des femmes dans les établissements masculins. Après l'armistice, les femmes ont certes été rappelées dans les établissements féminins, mais les hommes veulent éviter tout retour des femmes dans les établissements masculins. Ils parviennent à faire interdire aux femmes l'accès des agrégations masculines (dépêche ministérielle du 8 mars 1919).

5 « Communication de l'amicale de Toulon », *BOFNPL*, n° 144, novembre 1922, p. 132-133.

6 Elle est finalement acquise en 1927, celle des services en 1931.

Cette disposition masculiniste est cependant provisoire. La décision, prise en 1924, de créer dans l'enseignement féminin une filière identique au cursus de l'enseignement secondaire masculin impose en effet de revenir sur cette interdiction, sauf à multiplier dans les lycées de jeunes filles la présence d'hommes pour enseigner les langues anciennes et la philosophie, disciplines pour lesquelles il n'existe pas de concours féminins. Aussi l'arrêté du 17 mars 1924 ouvre-t-il aux femmes toutes les agrégations masculines, avec liste unique (Efthymiou, 2003).

Perdurent cependant les agrégations féminines. À la fin des années vingt, les pouvoirs publics se rallient à l'idée d'une unification de la formation des professeurs de lycée. Le directeur de l'Enseignement secondaire, Francisque Vial, décide de commencer par l'unification des agrégations, qui devra être effective en 1938<sup>7</sup>. Une nouvelle fois, les professeurs hommes se montrent majoritairement réticents, car ils craignent que l'unification des concours n'aboutisse à l'interchangeabilité des personnels masculins et féminins dans les lycées de jeunes gens et de jeunes filles, prodrome à leur propre éviction et à leur remplacement par des femmes.

De ce fait, en 1933, contrairement à son homologue féminine, la Société des agrégés vote le principe de concours d'agrégation identiques, mais séparés pour les hommes et pour les femmes. En 1935, face au maintien de cette divergence, le Syndicat national des professeurs de lycée et du personnel de l'enseignement secondaire féminin met en place une commission mixte de conciliation. Dans un premier temps, celle-ci propose une liste unique pour les hommes et pour les femmes, conformément au principe méritocratique (17 janvier 1935) ; mais dans un second temps, elle la repousse, car les hommes se sont aperçus qu'ils risquaient de favoriser l'interchangeabilité des personnels (5 février 1935). La hantise de l'invasion par les femmes est la plus forte : le masculinisme l'emporte sur le principe méritocratique.

#### **1.4 Le masculinisme face à l'égalité de formation**

Le masculinisme aboutit donc à repousser la perspective de l'unification des formations. Mais il est frappant qu'il se manifeste même en cas de formations identiques, contredisant ainsi le principe du méritocratie abstrait. En témoigne le refus des agrégés d'admettre les « agrégées masculines » dans la Société des agrégés.

Avec l'ouverture aux femmes de toutes les agrégations masculines, en 1924, les « agrégées masculines » se font moins rares et la question de leur admission se pose à la Société des agrégés. Par deux fois, en 1928 et en 1930, les hommes décident de ne pas admettre de femmes, même pourvues exactement des mêmes titres et ayant reçu la même formation, sous prétexte que les « agrégées masculines » serviraient de cheval de Troie aux agrégées féminines et que la Société des agrégés serait alors submergée par l'élément féminin (Verneuil, 2009). Quelques agrégés, tel Gustave

---

7 Dominique Parodi, « La réforme des agrégations féminines », *L'enseignement public*, juin 1927, p. 504-511.

Rodrigues, ont beau faire valoir que « L'agrégation est un titre. L'agrégation n'a pas de sexe »<sup>8</sup>, l'admission des agrégées masculines est repoussée, lors de l'assemblée générale de la Société de 1930, par 632 voix contre 363. Ce vote masculiniste est révélateur : la priorité absolue est bien la séparation des sexes.

Au demeurant, les agrégés ne sont pas les seuls à avoir refusé la mixité des personnels en dépit de l'identité des formations. Avant la guerre, les professeurs des classes élémentaires ont eu les mêmes réflexes masculinistes. Dès les années 1880, les pouvoirs publics ont estimé que l'emploi des femmes dans les petites classes des lycées serait un élément attractif pour les familles. Les classes primaires (9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>) sont les premières concernées (circulaire du 9 septembre 1882). Puis, le décret du 31 juillet 1894 ouvre aux femmes le « certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'enseignement secondaire ». Le président de la Société amicale des professeurs élémentaires de Paris et des départements publie alors un article visant à expliquer pourquoi la présence des femmes n'est pas souhaitable dans les classes élémentaires des lycées de garçons : les hommes suffisent et les femmes sont mieux à leur place dans les classes enfantines et préparatoires des lycées<sup>9</sup>. En 1914, la polémique resurgit, à l'initiative de Victor Bouillot, ancien instituteur devenu professeur de classes élémentaires au lycée de Versailles. Son rapport se conclut par un appel à rejeter les femmes des classes élémentaires des lycées de garçons : lui aussi estime que les femmes prennent indûment des places aux hommes et que leur place est dans les lycées de jeunes filles ou alors dans les classes enfantines et préparatoires des lycées de garçons, où les prédisposent leurs qualités naturelles, leur sollicitude toute maternelle qui, selon lui, en fait les suppléantes des mamans<sup>10</sup>. Ce rapport est discuté le 12 février 1914, à l'occasion de la réunion annuelle de la Société amicale des professeurs élémentaires de Paris et des départements. Les sentiments qui animent Victor Bouillot ne lui sont pas particuliers, puisque sont votés deux vœux rejetant la présence des femmes dans les classes élémentaires des lycées de garçons : « Que les classes de 7<sup>e</sup> et de 8<sup>e</sup> des lycées de garçons soient exclusivement confiées à des hommes. Que les dames reçues à l'examen du certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires soient versées dans l'enseignement féminin, sans effet rétroactif pour les situations acquises »<sup>11</sup>.

Ainsi a prédominé une attitude masculiniste : les professeurs hommes des classes élémentaires rejettent, en raison de leur sexe, des professeures femmes qui ont la même formation. Dans sa chronique de la *Revue universitaire*, André Balz commente : « Chacun chez soi, chacun pour soi. Décidément, le protectionnisme

8 *L'Agrégation*, n° 90, janvier 1930, p. 152.

9 Léon Flot, « Les femmes dans les classes élémentaires », *Société amicale des professeurs élémentaires de Paris et des départements. Bulletin*, juillet 1894, n° 1, 1<sup>er</sup> janvier 1895, p. 1-6.

10 Victor Bouillot, « Les femmes dans les classes élémentaires des lycées de garçons », *ibid.*, n° 13, mars 1914, p. 409-415.

11 « Réunion annuelle », *ibid.*, p. 419.



est plus que jamais à l'ordre du jour dans l'enseignement public et, par un singulier revirement des choses, ce sont les hommes aujourd'hui qui demandent à être protégés »<sup>12</sup>. Il reste à comprendre leurs arguments.

## 2. Les ressorts du masculinisme et de l'antiféminisme

### 2.1 La crainte du déclassement et du nivellement

Lors du référendum de 1922, la majorité des hommes se sont prononcés contre le principe de l'égalité des traitements entre hommes et femmes professeurs. Ils semblent suivre l'opinion de Jean Maillan, selon qui « jamais l'opinion n'acceptera qu'une débutante soit payée autant qu'un capitaine »<sup>13</sup>. Comme la mise en place de formations identiques rendrait inéluctable l'égalité des traitements, sauf à renier le principe méritocratique, la majorité des hommes préfère repousser carrément l'idée même de l'identité des formations.

C'est également cette crainte qui conduit les agrégés à refuser l'adhésion à la Société des agrégés des « agrégées masculines », qui ont pourtant suivi la même formation : en effet, les hommes redoutent que, la « solidarité féminine » aidant, cela n'entraîne l'admission des agrégées féminines ; cela aboutirait à un déclassement financier, car selon eux les femmes sont moins exigeantes sur les traitements. « *Lorsque les femmes entrent dans une profession, cette profession s'avilit* », n'hésite pas à déclarer un agrégé, Bathelier, lors d'un débat à ce sujet, en 1930<sup>14</sup>. Par la suite, quand, dans les années 1930, il est question d'unification des concours, les agrégés considèrent en majorité que l'interchangeabilité des personnels qui risque d'en résulter permettra surtout à l'administration de réaliser des économies. Le masculinisme s'associe donc à la crainte du déclassement.

### 2.2 Une marque de l'antiféminisme : la peur de l'invasion féminine et du renversement des rôles

Le « chacun chez soi » exigé par les hommes est exprimé d'une façon tellement passionnelle qu'il met à jour ses fondements antiféministes. Le ton rappelle celui de la xénophobie : « *Les femmes aux lycées féminins !* » hurle Santini, lors du congrès du Syndicat national, en 1934<sup>15</sup>. La métaphore militaire couramment employée suggère qu'il s'agit de lutter contre ce qui apparaît comme une « invasion » de la part des femmes. Dès 1894, Léon Flot, président de la Société des professeurs des classes élémentaires des lycées, écrivait ainsi, à propos de l'émoi provoqué par l'ouverture du certificat d'aptitude aux femmes : « On voyait déjà les “certifiées” s'installant dans nos (sic) neuvièmes, se glissant dans les huitièmes et parvenant

<sup>12</sup> *Revue universitaire*, 1914, I, p. 339.

<sup>13</sup> « Ordre du jour de l'amicale du lycée de Toulon », *BOFNPL*, n°138, février-mars 1922, p. 423-424.

<sup>14</sup> *L'Agrégation*, avril-mai 1930, p. 16.

<sup>15</sup> *BOFNPL*, n° 224-225, mai-juin 1934, p. 203.

même à prendre d'assaut les septièmes »<sup>16</sup>. En 1930, de même, lors du débat sur l'admission des « agrégées masculines », Robert Pimienta fait savoir qu'il repousse l'idée de l'invasion de la Société des agrégés par « une armée de femmes »<sup>17</sup>.

Or cette métaphore militaire vise à la fois à susciter une réaction virile de la part des hommes, à donner une image négative de la femme et à faire entrevoir, à travers le thème de l'amazone, le spectre d'une inversion des pouvoirs. En effet, alors que les professeurs de lycée proclament régulièrement leur attachement à la liberté de discussion, signe d'autonomie de la raison, l'allusion à l'« armée des femmes » suggère que celles-ci manquent d'esprit critique. Pour Jean Maillan, on le voit bien dans les congrès de la Fédération nationale des professeurs de lycée, au cours desquels les femmes « sont à la remorque de quelques féministes outrancières. [...] Tout mot d'ordre lancé chez les femmes par une demi-douzaine de “dirigeantes” est suivi aveuglément par la masse »<sup>18</sup>. Par ailleurs, au nom de l'identité des formations, les femmes, selon les antiféministes, vont bientôt revendiquer des positions de pouvoir sur les hommes. Georges Roger, professeur au lycée Henri IV, qui rédige, en 1930, un rapport contre l'admission des agrégées masculines dans la Société des agrégés, déclare ainsi : « [Les agrégées masculines] émettront bientôt la prétention d'enseigner [...] aussi dans les lycées de garçons. [...] Il n'y a pas de raison pour que ce jour-là, elles ne revendiquent pas aussi le droit d'être “proviseur”, voire “inspectrice générale” »<sup>19</sup>. Quant à Labouesse, qui, en 1922, refuse que l'égalité des traitements soit établie antérieurement à l'identification des concours, s'adressant aux femmes présentes au congrès de la Fédération nationale, il s'exclame :

*« Vous avez obtenu déjà pas mal de choses. Je vous félicite des sympathies que vous avez acquises dans les rangs masculins. Cela montre qu'un jour, après avoir été en quelque sorte les quémandeuses de l'enseignement secondaire, vous en serez les directrices. [...] Quand les femmes ne sont pas esclaves, elles veulent absolument être les maîtresses. Je vous prie, ce jour-là, de vous montrer humaines envers vos collègues masculins (applaudissements) »*<sup>20</sup>.

La confusion des rôles constituerait les prémices de leur inversion. Où l'on voit que la naturalisation de la femme enseignante, négation de ses titres et de sa formation, est en vérité le corollaire de la domination masculine.

### **2.3 Masculinisme et dénonciation des « privilèges féminins »**

Négligeant d'observer que les hommes ont, dans l'enseignement secondaire, le monopole de la haute administration, les hommes professeurs dénoncent les

16 Léon Flot, art. cit.

17 *L'Agrégation*, avril-mai 1930, p. 17.

18 Jean Maillan, « Tournant dangereux. Restons entre nous », *L'Agrégation*, n° 68, mars 1928, p. 24-29.

19 *L'Agrégation*, n° 95, 15 mars 1930, p. 274.

20 *BOFNPL*, n° 140, mai 1922, p. 656.

« privilèges féminins ». Revient fréquemment l'idée que les femmes ont obtenu de pouvoir passer les concours masculins sans que la réciprocité ait été accordée. En 1914, Victor Bouillot écrit ainsi : « L'introduction des femmes dans les lycées de garçons pourrait à la rigueur se soutenir s'il y avait réciprocité ; mais cette réciprocité n'existe pas. Les hommes ne peuvent pas être nommés dans les classes élémentaires des lycées de filles [...]. La balance n'est donc pas égale entre les deux sexes, l'équilibre est rompu à notre détriment »<sup>21</sup>.

Trois ans plus tôt, en 1911, Jules Wogue, professeur au lycée Buffon, dans un article intitulé « le féminisme universitaire », avait déjà protesté contre l'admission d'une jeune fille à l'ENS de la rue d'Ulm et contre l'admission de quelques jeunes agrégatives à effectuer leur stage dans des lycées parisiens de garçons. Pour lui, les femmes qui réussissent aux concours masculins prennent la place d'hommes ; elles doivent se cantonner aux concours féminins, puisque leur vocation est d'enseigner dans les établissements féminins.

*« Il ne s'agit nullement d'antiféminisme, je supplie de le croire. Je suis féministe comme un autre, si, par féminisme, il faut entendre l'accessibilité de toutes les carrières qui peuvent être communes aux femmes et aux hommes. Mais quand les femmes empiètent sur des domaines qui, par essence et au nom du bon sens, sont réservés aux hommes, il y a lieu de faire appel comme d'abus, à l'opinion publique »*<sup>22</sup>.

Ainsi donc, alors que Jules Wogue prétend d'abord se borner à dénoncer les privilèges féminins, il en vient vite à l'idée qu'il y a « par essence et au nom du bon sens » des positions réservées aux hommes et d'autres réservées aux femmes. Le masculinisme débouche bien sur l'idée d'identités séparées. Dans les semaines qui suivent, un autre professeur, qui préfère garder l'anonymat, publie d'ailleurs un article intitulé « Masculinisme et féminisme », qui insiste sur la nécessité que chacun reste à sa place : les hommes dans les lycées de garçons, les femmes dans les lycées de jeunes filles<sup>23</sup>.

Ce masculinisme n'est pas isolé, puisque les huit représentants des agrégés au Conseil supérieur de l'Instruction publique déposent alors un vœu demandant que les jeunes filles passant les concours masculins soient admises sur des listes complémentaires, pour ne pas prendre la place des hommes ; un second vœu (non adopté) demande que les « agrégées masculines » n'obtiennent pas de poste dans les lycées de jeunes filles, sous prétexte que cela dévaloriserait les titres féminins<sup>24</sup>. Cela revient à refuser tout poste aux « agrégées masculines ». Là encore, l'attitude masculiniste ne se borne donc pas à chercher à protéger les positions masculines ; il vise à maintenir des concours séparés qui reposent sur l'idée de vocations séparées

21 Victor Bouillot, art. cit, p. 411.

22 Jules Wogue, « Le féminisme universitaire », *La Solidarité*, n° 119, 1<sup>er</sup> mars 1911, p. 1.

23 R. P., « Masculinisme et féminisme », *La Solidarité*, n° 127, 1<sup>er</sup> juin 1911, p. 3.

24 *La Solidarité*, n° 123, 1<sup>er</sup> juillet 1911, p. 3.

des enseignements secondaires masculin et féminin, donc sur des rôles séparés des hommes et des femmes.

#### 2.4 Défense de l'ordre du genre et sauvegarde des identités de genre

Lors du référendum de 1922, une majorité d'hommes a voté en faveur de la motion de Jean Maillan. Ce vote met aussi à nu leur antiféminisme car ces propos n'ont pas suscité de réponse indignée ou ironique, alors même qu'ils allaient expressément dans le sens d'une répartition traditionnelle des rôles sexués et d'une vision de la femme marquée par l'infériorité. Pour Jean Maillan, il n'est pas question, en effet, de proposer l'égalité des formations, car « *la difficulté des études qu'exige la préparation des diverses agrégations masculines [...] imposerait à l'ensemble des candidates au professorat féminin, dont nous ne songeons pas à contester les aptitudes, un surmenage disproportionné ainsi qu'un effort physique nuisible à la santé, à la race, au pays tout entier* ». La majorité des femmes serait condamnée au célibat ; elles seraient mises « *dans l'impossibilité de satisfaire en même temps, sous peine d'y laisser leur santé, aux devoirs d'une profession et à ceux que leur impose leur rôle de maîtresse de maison et de mère de famille* ». Pour Jean Maillan, les femmes feraient mieux de demander une diminution de leur service, revendication plus conforme à « *l'intérêt véritable des femmes et à celui du foyer* »<sup>25</sup>. Associé au thème de la défense du foyer, l'antiféminisme se fonde donc sur une conception naturaliste de la femme qui entre en contradiction avec l'universalisme abstrait républicain.

Pour suggérer la moindre capacité des femmes à enseigner dans les classes élémentaires des lycées de garçons, Victor Bouillot propose de même une vision naturaliste de la femme enseignante : « *Pour maintenir dans l'ordre trente ou quarante bambins turbulents, il faut un effort physique que la santé, la constitution même de la femme ne lui permettent pas toujours de fournir* »<sup>26</sup>. Ainsi la question tient-elle à la nature même de la femme. La naturalisation de la femme enseignante permet de ne pas considérer sa formation, ses diplômes et ses titres. Pour Victor Bouillot, les femmes ont au contraire toute leur place dans les classes enfantines et préparatoires des lycées de garçons, car elles sauraient naturellement comprendre les petits enfants.

La naturalisation de la femme enseignante permet d'asséner un autre argument : quelle que soit sa formation, la femme serait incapable de former des hommes. Selon Victor Bouillot, « *pour donner une éducation vraiment virile, pour façonner un caractère d'homme, il faut l'exemple et l'action d'un homme* »<sup>27</sup>. À la crainte du nivellement des traitements s'ajoute ainsi la peur du nivellement (ou de l'indifférenciation) des sexes et de la confusion des rôles. Cet argument est repris par

25 « Ordre du jour de l'amicale du lycée de Toulon », *BOFNPL*, n° 138, février-mars 1922, p. 423-424.

26 Victor Bouillot, art. cit., p. 413.

27 *Ibid.*

ceux des agrégés qui refusent l'admission des femmes dans la Société des agrégés, prélude selon eux à l'interchangeabilité des personnels. En 1930, dans son rapport contre l'admission des « agrégées masculines » à la Société des agrégés, Georges Roger, qui se dit « soucieux de l'avenir du pays » déclare ainsi :

*« Est-il bon, est-il souhaitable, que nos fils soient élevés par des femmes ? Cette crainte, moins chimérique qu'on ne pense, [...] fera réfléchir, j'en suis sûr, tous ceux qui, comme moi, ont des fils et qui veulent pour eux une éducation vraiment virile »<sup>28</sup>.*

Quelle que soit la formation des professeurs, le sexe de l'enseignant serait donc la question la plus importante. Cette insistance révèle en réalité une angoisse sur l'identité de genre.

## Conclusion

De même que, jusqu'en 1944, l'universalisme abstrait des Républicains a masqué la discrimination infligée aux femmes à travers leur exclusion du suffrage universel, de même le principe méritocratique affiché par les professeurs de lycée n'a pas empêché l'expression de sentiments masculinistes et antiféministes. Cette attitude se fonde sur la différence de formation, mais existe aussi dans le cas de formations identiques. En fait, quelle que soit la formation reçue par les femmes professeurs, une partie de la haute administration comme la majorité des hommes professeurs de lycée ont eu tendance à considérer essentiellement la femme dans la femme professeure. La naturalisation de la femme enseignante sert à (faire) croire que le sexe de l'enseignant est plus important que sa formation, voire, pour les plus radicaux, qu'il doit la conditionner. La « loi du genre » serait l'essentiel.

Masculinisme et antiféminisme ne sont pas propres aux professeurs de lycée. On peut cependant penser que l'élitisme qui marque cet enseignement jusque dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a pu favoriser l'expression de tels sentiments : d'une part, parce que les professeurs hommes tiennent à marquer la spécificité de l'enseignement secondaire masculin, formateur des élites sociales ; d'autre part, parce qu'eux-mêmes se voient comme une élite menacée de déclassement. De fait, les professeurs les plus masculinistes sont aussi ceux qui sont les plus soucieux de leur rang social : Roger est hostile à l'école unique ; Maillan préfère l'alliance des agrégés avec les hauts et moyens fonctionnaires plutôt qu'avec les instituteurs.

L'expression de ces sentiments pourrait paraître ressortir d'un passé révolu, dont l'étrangeté, alors que l'enseignement du second degré s'est démocratisé et qu'établissements et personnels secondaires sont devenus mixtes, nous éclairerait sur les progrès qui ont été accomplis. Est-il tout à fait certain, toutefois, que les arguments entrevus ici aient toujours disparu du secteur privé ? Dans la Fonction publique, fondée normalement sur le principe méritocratique, et en particulier dans

---

28 *L'Agrégation*, n° 95, 15 mars 1930, p. 274-275.

l'Éducation nationale, leur expression publique, heureusement, n'est en général plus de mise. Encore faut-il noter que la mixité des agrégations, instaurée entre 1974 et 1976, n'empêche pas que le corps des professeurs de chaire supérieure (dont les titulaires enseignent en CPGE<sup>29</sup>) reste le seul corps du second degré à rester majoritairement masculin (Cacouault-Bitaud, 2009) ; de même la haute administration demeure à domination masculine (Herman, 2002). Ainsi voit-on que le principe méritocratique, déjà battu en brèche dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ne saurait suffire à instaurer l'égalité des sexes dans la fonction enseignante sans une politique volontariste.

**Yves VERNEUIL**

yves.verneuil@univ-reims.fr

## BIBLIOGRAPHIE

- AUDOIN-ROUZEAU S. (2011). « La Grande Guerre et l'histoire de la virilité », in A. Corbin, J.-J. Courtine & G. Vigarello (dir.), *Histoire de la virilité. 2, Le triomphe de la virilité : le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris : Seuil, p. 403-410.
- BARD C. (dir.) (1999). *Un siècle d'antiféminisme*, Paris : Fayard.
- CACOUAULT-BITAUD M. (2009). « Les enseignantes des classes préparatoires : l'atout du grade et de la discipline dans un secteur dominé par les hommes », in Y. Verneuil (dir.), *Enseignement secondaire féminin et identité féminine enseignante : hommage à Françoise Mayeur*, Reims : CRDP, p. 133-143.
- CAPDEVILA L. (2002). « L'identité masculine et les fatigues de la guerre (1914-1945) », *Vingtième siècle*, n° 75, p. 97-108.
- MAUGUE A. (1991). « Identités sexuelles en crise », in G. Duby & M. Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident. 4, Le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris : Plon, p. 527-543.
- EFTHYMIU L. (2003). « Le genre des concours », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 18, *Coéducation et mixité*, p. 101-103.
- HERMAN C. (2002). « De la mixité décidée à la mixité des faits », in N. Hulin, *Les femmes et l'enseignement scientifique*, Paris : PUF, p. 175-190.
- RAUCH A. (2004). *L'identité masculine à l'ombre des femmes. De la Grande Guerre à la Gay Pride*, Paris : Hachette.
- RENNES J. (2007a). « Le prestige professionnel : un genre masculin ? 1880-1940 », in R. Révenin (dir.), *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contributions à l'histoire du genre et de la sexualité*, Paris : Éditions Autrement, p. 98-112.
- RENNES J. (2007b). *Le mérite et la nature : une controverse républicaine : l'accès des femmes aux professions de prestige, 1880-1940*, Paris : Fayard.

29 Classes préparatoires aux grandes écoles.

- ROCHEFORT F. (2000). « L'égalité dans la différence : les paradoxes de la République, 1880-1940 », in M.-O. Baruch & V. Duclert (dir.), *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française 1875-1945*, Paris : La Découverte, p. 183-198.
- SOHN A.-M. (2009). « Sois un homme ! » : la construction de la masculinité au XIX<sup>e</sup> siècle, Paris : Éd. du Seuil.
- VERNEUIL Y. (2007). « La Société des agrégées, entre féminisme et esprit de catégorie », in P. Caspard, J.-N. Luc & R. Rogers (dir.), *L'éducation des filles, XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles, Hommage à Françoise Mayeur, Histoire de l'éducation*, n° 115-116 (spécial), p. 195-224.
- VERNEUIL Y. (2009). « Les pratiques professionnelles sont-elles sexuées ? Les professeurs de l'enseignement secondaire, la coéducation et l'interchangeabilité des personnels entre les deux guerres », in Y. Verneuil (dir.), *Enseignement secondaire féminin et identité féminine enseignante*, CRDP de Champagne-Ardenne, p. 117-131.

## ***Abstracts • Zusammenfassungen • Resúmenes***

---

### **Vocational training, anti-feminism and masculinism in secondary education *Late nineteenth century – first three decades of the twentieth century***

ABSTRACT • The introduction in the 1880s of women in the junior classes of secondary schools for boys and rising female claims after the establishment of corporative organisations in the early 20<sup>th</sup> century raised masculinist and antifeminist feelings among male teachers in secondary education. The latter emphasised the gap in education but most of them refused to consider equal education. They expressed the same feelings in case of same educational level, which ran counter to the meritocratic principles they defended in other circumstances.

KEYWORDS • History of education, secondary education, trade union, teacher, gender equality

### **Berufliche Ausbildung, Antifeminismus und Maskulinismus an der Sekundarstufe**

#### ***Ende des 19. – erstes Drittel des 20. Jahrhunderts***

ZUSAMMENFASSUNG • Die Einführung von Lehrerinnen in kleine Klassen der Jungengymnasien am Ende der 1880er Jahre wie das Aufkommen feministischer Forderungen nach der Gründung korporativer Organisationen am Anfang des 20. Jahrhunderts lösen maskulinistische und antifeministische Gefühle bei männlichen Gymnasiallehrern aus. Letztere betonten den Unterschied in der Ausbildung aber die meisten weigern sich, die Ausbildungsgleichheit in Betracht zu ziehen. Übrigens kommen diese Gefühle auch bei identischer Ausbildung zum Ausdruck, was gegen die andererseits bekannt gegebenen meritokratischen Prinzipien verstößt.

STICHWÖRTER • Geschichte der Erziehung, Sekundarstufe, Gewerkschaft, Lehrer, Geschlechtsgleichheit

## **Formación profesional, antifeminismo y masculinismo en la enseñanza secundaria**

### ***Fin siglo XIX – primer tercio del siglo XX***

RESUMEN • La introducción de las mujeres en los primeros grados de los institutos de chicos, a partir de los años 1880, como el incremento de las reivindicaciones femeninas, a consecuencias de la formación de las organizaciones corporativas, a principios del s. XXe, suscitan sentimientos masculinistas e antifemenistas entre los docentes masculinos de los institutos. Estos insisten sobre la diferencia de formación, pero se niegan en su mayor parte a contemplar la igualdad de las formaciones. Por añadidura, estos sentimientos se expresan hasta en situación de formaciones idénticas, lo que se opone a los principios meritocráticos proclamados por otro lado.

PALABRAS CLAVES • historia de la educación, educación secundaria, sindicato, profesor, igualdad de género



